

[Texte]

international economic and trade agreement, etc., and then coming back and saying, within that framework these are the kinds of changes we would make and these are the kinds of things we would do with regard to promoting and regulating investment.

The short answer to your question is that we have no choice but to be opposed to Bill C-89, because it just aids and abets the same kind of process of erosion that is going on in a much larger sense through the FTA and NAFTA and through other pieces of legislation that are designed to accomplish the same objectives.

Mr. Butland: The cultural component of this bill, I saw no loopholes in it at all. In fact I endorsed it very highly in a speech I made. But again, in the context of the overall bill and the context of the other legislation, it leaves you kind of cold. I would like very much to have this cultural component show up elsewhere. But obviously that's not going to happen.

Ms Barlow: May I make a comment on that. One of the problems we're having over the energy issue is that there has not been a debate, whereas there has been a strong debate on the cultural components, not only this piece of legislation but a number of others. There is a strong cultural community fighting back. So when attempts are made to encroach upon their territory, they are there and they are strong. You can feel their impact in a number of areas.

The problem is there isn't a lobby as such to protect our energy interests. A year ago, when this was first put out, we got calls from the press saying, the government says you can't stop it; you guys aren't strong enough. They're putting this out as a feeler to see if there's going to be a reaction or not. Well, given the numbers of things that we're fighting, the numbers of changes, I suppose this seems minor, and that's the problem.

• 1035

There was a reason, though, a very specific reason, that energy was exempted from the investment provisions of the Canada-U.S. Free Trade Agreement, and that is because of the urgent and essential need for us to maintain control over this very vulnerable sector. So there was a reason it was exempted in the first place. And I think there's a feeling it's just a lack of political will standing up to it now, which is why you get the two...

I think politically the answer to your question is that there was a strong cultural fight-back and there wasn't one on this issue. It seems a little esoteric to them. But when we wake up and we see that we have no energy left in this country because it has been sold and we can't reclaim what has been leased—90% of the Mackenzie gas has been leased to Americans—I think then people will start to say, good heavens, when did this happen and how did it happen; were people asleep at the switch? That's why we're here today. We know there's no press. We know we can't stop what's happening this afternoon, but we're on record every bit of the way, because Canadians are one day going to care what happened to our energy.

[Traduction]

internationaux et visons à réaliser dans notre entente commerciale et économique internationale»; et par ailleurs on annonce que dans ce contexte, voici les types de changements que nous apporterions et les choses que nous ferions pour promouvoir l'investissement et le réglementer.

Pour répondre brièvement à votre question, nous n'avons pas d'autre choix que de nous opposer au projet de loi C-89, parce qu'il ne fait qu'aggraver l'érosion déjà entamée à une plus grande échelle au moyen de l'Accord de libre-échange et de l'ALÉNA et d'autres textes législatifs conçus dans le même esprit.

M. Butland: Le volet culturel de ce projet de loi, je n'y vois aucune échappatoire. Du reste, j'y ai souscrit très ardemment dans une allocution que j'ai faite. Pourtant, considéré dans l'ensemble du projet de loi et eu égard à l'autre mesure législative, c'est assez décevant. Je souhaiterais vivement que ce volet culturel figure ailleurs. Mais ce ne sera évidemment pas le cas.

Mme Barlow: Puis-je me prononcer là-dessus. L'un des problèmes que nous cause la question de l'énergie, c'est qu'il n'y a pas eu de débat, alors qu'il y a eu un débat animé sur les volets culturels, non pas en ce qui concerne seulement ce texte de loi, mais pour un grand nombre d'autres mesures législatives. La communauté culturelle réagit fortement. Quand on essaie d'empiéter sur son domaine, elle est là et réagit fortement. On peut sentir son influence à de nombreux égards.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas de lobby aussi vigoureux pour protéger nos intérêts en matière d'énergie. Il y a un an, quand ce projet de loi a été présenté, des journalistes nous ont appelés pour nous dire que le gouvernement disait qu'on n'y pouvait rien; que nous n'étions pas assez puissants. Ils lancent un ballon d'essai pour voir si on réagira ou non. Or, compte tenu du nombre de choses que nous dénonçons, du nombre de changements, je suppose que celui-ci peut sembler secondaire et c'est là que le bât blesse.

Il existait cependant une raison, une raison bien précise, pour laquelle l'énergie était soustraite de l'application des dispositions en matière d'investissement de l'Accord canado-américain de libre-échange, et c'était parce qu'il était essentiel et urgent pour nous de maintenir un contrôle sur ce secteur très vulnérable. C'était donc la raison pour laquelle on l'avait en tout premier lieu exemptée. Et je pense qu'il semble qu'on manque maintenant de courage politique pour s'y tenir et c'est pourquoi il y a les deux...

Je pense, pour répondre à votre question, que vu sous l'angle de la politique, il y a eu une forte réaction de la communauté culturelle alors qu'il n'y en a pas eu relativement à ce dossier-ci. Cela leur semble un peu hermétique. Mais je pense que lorsqu'on se réveillera pour constater qu'il n'existe plus d'approvisionnement énergétique au Canada parce qu'on l'a vendu et qu'on ne peut reprendre ce qui a été cédé—90 p. 100 du gaz du delta du Mackenzie a été promis aux Américains—je pense que les gens se réveilleront et se demanderont quand cela s'est produit et de quelle manière; est-ce que les responsables ne s'occupaient pas de leurs affaires? C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Nous savons qu'il n'y a pas de journalistes. Nous savons que nous ne pouvons pas freiner ce qui se déroule cet après-midi, mais nous faisons néanmoins une déclaration publique, parce que les Canadiens vont un jour se demander ce qu'il est advenu de leurs approvisionnements en énergie.